REFLEXIONS SUR LE VOTE ETHNIQUE EN AFRIQUE. CONSTRUCTION ET DECONSTRUCTION D'UN IMAGINAIRE POLITIQUE: CAS DU TOGO ET DU MADAGASCAR

David Eyoukéani KOULOUNG[1], Rémi Saray RAHARINAIVO[2]
[1]Université de Lomé, Togo, Kouloung2015@gmail.com
[2]Université d'Antsiranana, Madagascar, sarayremi@yahoo.fr

Abstract

Since the advent of democracy in Sub-Saharan Africa, the perversion of political pluralism has taken a decisive turn with the institutionalization and instrumentalization of political imaginary during electoral competitions. This political imaginary built under colonization through the archeology of political cleavages has its roots in the constant exaltation of identity tensions. Thus, identity crises arising under colonization often generate political tensions with the opening of political pluralism in Sub-Saharan Africa. All these economic factors strengthen the ethnic vote which is built around socio-cultural determinants such as; region, ethnicity and religion.

This strategy of political mobilization occurred with the first elections is rooted in the unequal development of regions and ethnic groups, the seizure of power by a minority, the commodification of the vote and dynamics of "fils du terroir" in the conquest of political power. This deliberate choice of the political elites of the policy provides guidance through the constant exaltation of political identity cleavages born under colonization presents not only challenges the notion of nation-state but also motion norms of political governance in Africa. In addition, the strategies of ethnic spokesmen who often food electoral violence generally cause political and institutional instability.

Through this article, we attempt to analyze the influence of sociocultural determinants (the ethnic vote) on the dynamics of political cohesion in Togo and Madagascar. Such a comparative analysis requires the Africanist researcher understanding of the theories of political cleavages and the institution of the imaginary in the political society.

Keywords: ethnic vote, election, political instability, political pluralism, state in Africa, elites.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Introduction

Depuis la restauration du multipartisme intégral en Afrique subsaharienne, la perversion du pluralisme politique a pris une tournure décisive avec l'institutionnalisation et l'instrumentalisation d'un imaginaire politique lors des compétitions électorales[4].Cet imaginaire politique construit sous la colonisation à travers l'archéologie des clivages politiques tire ses racines dans l'exaltation constante des crispations identitaires. Appréhendé le plus souvent comme quelque chose d'inventée ou d'une histoire imaginée de toutes pièces, l'imaginaire prend le sens dans la construction du discours politique, d'un glissement de sens ou des symboles déjà disponibles investis d'autres significations normales ou canoniques[5].Il investi le champ politique africain à travers la construction du mensonge en politique, la fiction, le symbolisme, l'instrumentalisation abusive de l'histoire, l'aliénation de la masse, etc. Il sert également à la fabrication historique des besoins que l'on manifeste tous les jours sous ses yeux. Il est définit au sens philosophique comme une réalité abstraite, illusoire, irréelle, légendaire ou mythique. Profitant de l'ignorance de la plus grande partie des populations africaines, les monocraties postcoloniales assoient la légitimité de leur pouvoir à travers la construction de l'imaginaire qui devient une offre politique très importante avec la réouverture du pluralisme partisan dans les années 1990[6].

Au Togo, à Madagascar et dans la plus grande partie des pays subsahariens, les crispations identitaires nées sous la colonisation ont souvent engendré des crispations politiques lors des compétitions électorales. Ces facteurs conjoncturels consolident le vote ethnique qui se construit autour des déterminants socioculturels tels que; la région, l'ethnie, le clan, la religion, etc. Considéré comme un acte personnel qui s'inscrit dans des démarches collectives, culturelles et traditionnelles, le vote ethnique est devenu primordial dans la participation politique grâce aux stratégies empruntées par les entrepreneurs identitaires. Pour eux, ce qui importe en Afrique, c'est l'identification des électeurs au leader du parti censé défendre les intérêts des « *fils du terroir* », ou à un candidat natif du terroir. On pense que seul le fils du terroir peut promouvoir le développement de la localité, assurer la survie et la sécurité du groupe une fois élue. Cette stratégie de mobilisation politique apparue avec les premières consultations électorales peu avant les indépendances, s'est accentuée avec l'accroissement du développement inégal des régions et des ethnies, la confiscation du pouvoir par une minorité, la marginalisation des groupes ethniques particuliers, la marchandisation du vote, et la dynamique des fils du terroir dans la conquête du pouvoir politique.

---

[4] Francis Akindès, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Karthala, 1996

[5] Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975

[6] Achille Mbembe, «La Postcolonialité peut-elle être une banalité?», *Politique africaine*, 1992.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Le choix délibéré des élites politiques africaines d'orienter l'offre politique à travers l'exaltation constante des clivages politico-identitaires viole non seulement les textes fondamentaux qui proscrivent l'instrumentalisation des clivages identitaires mais branle également les normes de gouvernance politique en Afrique. Il alimente le plus souvent les violences électorales, des conflits ethniques, et provoquent généralement l'instabilité politique et institutionnelle[7]. Dès lors la question qui coule de source est la suivante: en quoi la construction du vote ethnique comme formule imaginaire constitue t-elle une perversion du pluralisme politique ? Doit-on considérer le vote ethnique comme un vecteur de désintégration de l'ordre sociopolitique ? Comment les systèmes politiques africains s'adaptent-ils face à la perversion de cet imaginaire politique dans un contexte transitionnel ?

A travers cet article, nous tenterons d'analyser l'influence des déterminants socioculturels (le vote ethnique) sur la dynamique de cohésion de l'ordre politique au Togo et à Madagascar. Une telle analyse comparée nécessite de la part du chercheur africaniste la compréhension des théories de clivages politiques et celle de l'institution de l'imaginaire dans la société politique.

Par théorie de clivages politiques, nous nous referons à la définition de Stein Rokkan et de Seymour Martin Lipset. Ces deux auteurs pensent que; toute société humaine est divisée au milieu en groupes et sous-groupes obéissant à des orientations politiques divergentes[8]. Ces clivages se déterminent en Afrique le plus souvent au regard des castes, de la nationalité, de la langue, de l'ethnie, de la région, de la religion, du degré de sécurité matérielle et morale, des expériences de frustrations personnelles et collectives, etc. Pour ce, dans les sociétés instables de l'Afrique notamment où, les violences électorales, la succession des crises politiques, les conflits ethniques constituent un risque potentiel sur la dynamique de transition démocratique, le vote ethnique présente un danger. De ce fait, à la faveur du pluralisme politique, l'institution de l'imaginaire (le vote ethnique) au sein des sociétés africaines plurales s'acclimate autour des clivages politiques[9].La théorie de l'institution de l'imaginaire au sein de la société de Cornelius Castoriadis décrit justement les facettes de la ritualisation de ce symbolisme dans la société.

Cependant, cette conciliation de l'institution de l'imaginaire et les

[7] Luc Sindjoun, « La démocratie est elle soluble dans le pluralisme culturel ? Eléments pour une discussion politiste de la démocratie dans les sociétés plurales », *papier présenté au colloque international de la Francophonie-Commonwealth, Démocraties et sociétés plurielles*, Yaoundé (24-26 janvier 2000).

[8] Rokkan Stein et Martin Seymour Lipset, *Party systems and Voters alignments*, London, Collier-Macmillan, 1967. Pour une lecture complémentaire sur les clivages politiques, lire également: Bartolini Stefano, « La formation des clivages », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.12, n*1,2005.

[9] René Otayek, *Afrique: les identités contre la démocratie* ?, Paris, Autrepart, 1998.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

clivages politiques au sein des sociétés africaines s'il présente des avantages dans les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir en Afrique, ouvre néanmoins des voies à la perversion du pluralisme politique. L'appréhension du phénomène du vote ethnique dans les analyses électoralistes, nous amène à nous interroger sur les technologies de construction du vote ethnique en Afrique(I) d'une part, ce qui permettra également d'élucider les avatars de la déconstruction de cet imaginaire politique dans la dynamique de cohésion sociale des sociétés africaines (II).

I-Les technologies de construction du vote ethnique en Afrique

Il est généralement admis que l'apparition du rituel ethnique dans les dynamiques de mobilisation des masses africaines est apparue avant les indépendances. Les premières consultations électorales organisées et supervisées par l'administration coloniale française au Togo et à Madagascar ont révélé l'existence d'un malaise ethnique. Certes, la construction du vote ethnique comme institution imaginaire dans l'évolution des systèmes politiques africains varie d'un contexte à un autre, d'une aire géographique à une autre.

A-L'ingénierie des clivages identitaires, révélatrice de la crise de l'Etat-nation en Afrique

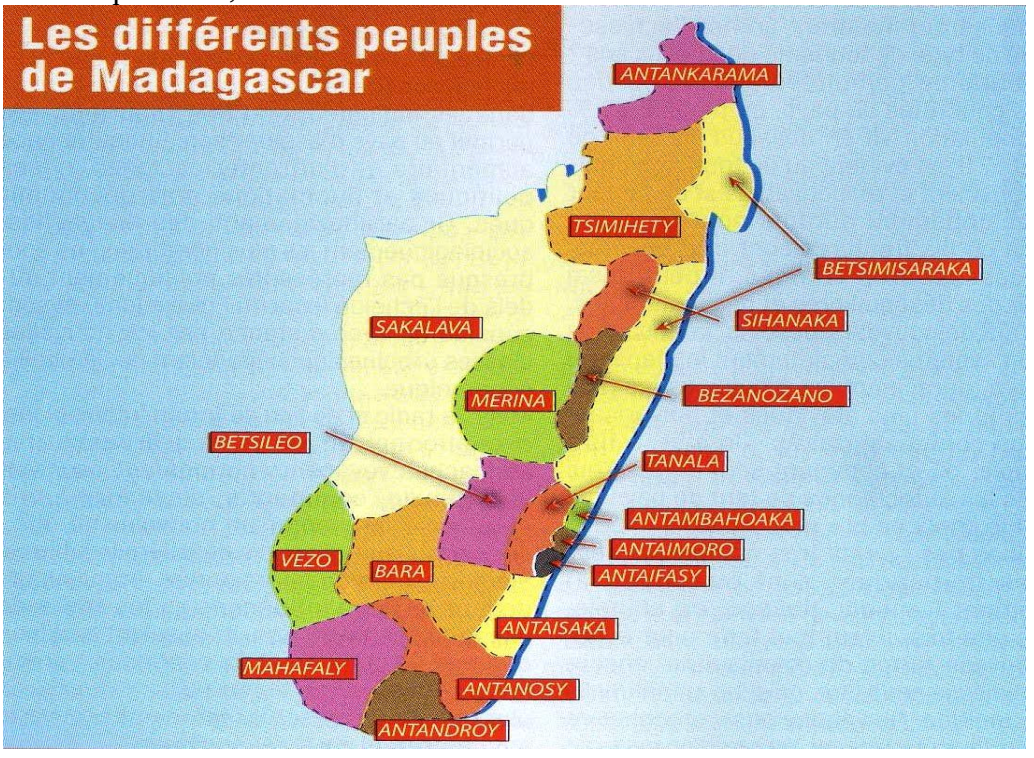
Toute société politique est traversée par des clivages identitaires. En Europe, l'existence des clivages entre partis libéraux et socio-démocrates trouve leur sens dans la construction imaginaire d'un discours politique. Lipset et Stein Rokkan ont montré de leur côté, comment l'église catholique romaine a réussi à imposer son autorité sur l'ensemble de l'Europe occidentale tandis que, la conception luthérienne de l'Etat a favorisé la prédominance des églises protestantes en Europe septentrionale. En Afrique, la colonisation s'est appuyée sur les différences sociolinguistiques pour créer les clivages politiques en encourageant la création des partis politiques antagonistes.

A Madagascar, la construction de l'Etat malgache tourne autour des déterminants socioculturels: territoire, culture, identité nationale, symboles nationaux et emblèmes, la place de la capitale Tananarive. L'Etat monarchique Merina, centré sur les hautes terres, a été le premier à être en contact avec les colons. Les Mérina, originaires d'Asie du sud-est et fondateurs du royaume de Madagascar sont vus par les autres habitants côtiers comme cherchant à imposer leur domination dans toutes les sphères de l'Etat[10].Cela se traduit par le fait que le 1er lycée en dehors de la capitale n'a été construit dans les régions côtières qu'en 1954. Les régions côtières continuent de souffrir jusqu'à nos

[10] Faranirana V. Rajaonah, « Les imaginaires de l'Etranger dans la crise malgache », *Politique africaine*, N*2002.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

jours en matière d'alphabétisation. Tous les équipements sanitaires, socioculturels et des transports publics sont concentrés dans la capitale Tananarive où prédominent les Mérina, plus de 50% de la population. Cette situation contribue fortement à la marginalisation des autres habitants côtiers et renforce davantage des frustrations individuelles et collectives. Ces clivages Centre/Périphérie, Mérina/Côtiers et en Haut/en Bas permettent aux hommes politiques malgaches de construire le vote ethnique à travers la mobilisation de leur fils du terroir. La crise de contestation des élections présidentielles de 2002 illustre bien ce malaise ethnique. Lorsque, la Commission électorale nationale malgache proclame Didier Ratsiraka en 2002 vainqueur de la présidentielle, les partisans de Marc Ravalomanana se sont mobilisés à travers toute la capitale Tananarive, chassant celui-ci vers ses régions côtières d'appartenance. L'Etat malgache organisé en six provinces, s'est retrouvé encoffré par les tendances électoralistes et antagonistes. Les leaders politiques des cinq provinces formant la région côtière se sont mobilisés pour proclamer la sécession unilatérale de l'île et proposer une organisation politique confédérale[11].Au même moment dans ces régions, les violences ethniques et intercommunautaires ont visé les Merina qui dit-on, ont soutenu Marc Ravalomanana[12].



[11] Christaline Rafidinarivo Rakotolahy, « Stratégies territoriales et la crise malgache », *Politique africaine*, N*86, 2002.

[12] Catherine Fournet-Guérin, « La dimension spatiale du fait national à Madagascar: un Etat-nation en Afrique », *L'Espace politique*, juin 2009

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Dans ce contexte, la construction du discours imaginaire autour des noms des ethnies prend une tournure inquiétante lors des compétitions électorales. Les Merina, bien avant l'élection de Marc Ravalomanana, ont construit leur imaginaire à partir du mot: « *Ranomasina no vala-pariako* » qui signifie: « *la mer est la limite de mon royaume*».Cet imaginaire inventé par le Roi Merina Andrianampomimerina(1787-1810) permet aux hommes politiques Merina tel que Marc Ravalomanana de mobiliser les siens contre les habitants des régions côtières qui sont désignés par les élites Merina comme: « ceux qui sont sous les feuilles[13]».D'un autre côté, les élites des autres régions côtières considèrent les Merina comme: « ceux qui sont sous le soleil » et rejettent la domination des Merina. Ces clichés imaginaires savamment entretenus lors des compétitions électorales et au-delà des enjeux électoraux ouvrent la voie aux violences électorales, ethniques et aux conflits interethniques, accroissent davantage le risque d'instabilité politique.

Au Togo par contre, cette même situation se présente mais avec des variances différentes. La construction de l'imaginaire politique autour du vote ethnique a pris une tournure inquiétante pour la première fois lors des élections de 1951 avec la création d'un parti régionaliste. Bien avant la création de ce parti qui regroupe les notables et élites du Nord, la colonisation a enfoncé le clou dans l'exaltation constante des clivages ethniques. Difficile d'accès à cause des montagnes rocailleuses, la région Nord est la région la plus pauvre du Togo. Enclavée du reste du pays car n'ayant pas accès à la mer, la région Nord du Togo continue de souffrir de ce retard jusqu'à nos jours. Pour ce qui concerne le Sud, les élites côtières ont été les premiers à être en contact avec les colons. Jusqu'en 1947, tous les lycées qui contribuèrent à renforcer la domination des élites Ewé et Mina sur les autres habitants septentrionales, étaient basés dans le Sud du Togo. Le gouverneur français Noutary ne s'était pas peiné pour le développement social et économique du Nord. Il s'est contenté le plus souvent de limiter ses activités socioculturelles et politiques dans la région des plateaux au Sud du pays. Aussi, le développement de la culture des rentes propulsé par les colons dans le Sud a entraîné une forte migration des gens du Nord vers les régions côtières à la recherche de l'appât du gain[14].

La France dans sa volonté de « *diviser les peuples pour mieux les dominer* » encouragea vers 1946 les élites et les notables du Nord à ne pas adhérer massivement les partis politiques créés par les élites du Sud tels que le CUT. Lorsque la France découvre les ambitions nationalistes du CUT à travers

[13] La nation Malgache dispose la capitale Tananarive. Tananarive est une ville pluriséculaire, capitale du royaume Merina, depuis XVII^{ème} siècle. C'est à partir de la reconquête de Tananarive que le roi Andrianampomimerina entreprend de construire son royaume par son extension territoriale vers les régions côtières. Il sera freina dans ses ambitions par les autres rois des régions côtières.

[14] Comi Toulabor, « De la manipulation des identités ethniques au Togo », Le monde diplomatique, mars 2002

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

son programme politique axé sur les revendications de la réunification du Togo britannique et l'octroi de l'indépendance, l'exaltation particulière du peuple Ewé sur son territoire partagé arbitrairement en quatre administrations coloniales[15], et la défense de la spécificité du statut international du Togo dont il refuse catégoriquement la représentation conjointe avec le Dahomey au sein des assemblées françaises, elle soutint la création de l'Union des chefs et populations du Nord(UCPN) dont le programme politique tourne autour de la promotion du développement social et économique du Nord. Contrairement au CUT, l'autorité française avait justifié la création du Parti Togolais du Progrès(PTP) et dirigé par un francophile Nicolas Grunitzky le 9 avril 1946 par cette boutade*: « l'action d'opposition et l'excès des réclamations d'une partie de la population poussée à abuser des droits et de la liberté qu'on lui alloue, suscitent d'eux même de la formation d'un groupement progressiste qui s'applique à la recherche d'un climat sain, favorable à une évolution raisonnable[16]».*

Cette ethnicisation de la politique ou la politisation des communautés ethno-régionales entraînent la méfiance entre les élites du Nord et celles du Sud. Cette rivalité idéologique et ethnique s'illustre lors du referendum du 6 mai 1956 sur le Togo Britannique organisé par l'ONU. Globalement les résultats de ce fameux referendum organisé dans des conditions floues ont donné 93.095 voix pour l'annexion à la Côte-de-L'or et 67.492 contre. En pays Ewé, dans la zone Sud, 36.010 électeurs, contre 15.798, s'étaient prononcés pour la séparation avec la Côte de l'Or. En zone Centrale-Sud, Nkrumah face à Olympio ne l'emportait que d'une courte tête: 9875 voix contre 9077. En revanche, le Nord avait massivement voté pour l'annexion à la Côte de l'Or avec 49.119 voix contre 12.707, craignant l'influence des Ewé et des Mina sur les ethnies du Nord si le Togo britannique venait à être rattaché au Togo actuel. C'est autour de ces clivages ethniques et idéologiques que se construit l'imaginaire politique. Les entrepreneurs identitaires de Madagascar ou du Togo profitent de ces divisions sociales pour mobiliser les masses urbaines et rurales à chaque compétition électorale.

Cependant, avec les flux migratoires, les mariages interethniques, la construction de nouvelles citoyennetés nationales, le développement des programmes de désenclavement des régions pauvres, la protection des droits des minorités linguistiques et ethniques, le vote ethnique se dissimule et peut se consolider de nos jours à travers les dons électoraux. Les dons électoraux

[15] Ce mécontentement semble en fait subsister à l'heure actuelle; la nostalgie de l'unité du peuple Ewé est encore ressentie de part et d'autre de la frontière. C'est ainsi que le 12 mars 1973, une dizaine de chefs traditionnels Ewé du Sud-Ghana, avec leur tête Nana SK. Adja III Antoahene, demandaient que le Ghana transfère purement et simplement ses pouvoirs administratifs au Togo. Ceci montre que le problème de l'ex-Togo britannique fut bien réglé, mais de manière imparfaite.

[16] Claude Feuillet, *Le Togo en général*, Paris, Afrique Biblio Club, 1976, p103-104.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

constituent une autre stratégie d'appel ethnique, ce qui alimente le plus souvent des violences politiques et électorales.

B- La dynamique des dons électoraux dans la consolidation du vote ethnique

L'étude des systèmes politiques africains en générale montre l'influence du tribalisme sur les comportements électoraux[17].Les entrepreneurs identitaires communément appelés en Afrique noire francophone les porte-paroles ethniques et, en Afrique anglophone les « big men », utilisent des techniques de consolidation de leur emprise sur leur fief électoral. Il s'agit du don électoral qui constitue un appoint important dans la mobilisation des siens. Le don, dans son sens étymologique: « faire don » vient du latin ''*donum''* qui signifie action d'abandonner gratuitement à quelqu'un la propriété ou la jouissance de quelque chose[18]. Dans les sociétés traditionnelles africaines, le don constitue un mécanisme de régulation des conflits sociaux et de consolidation des liens sociaux entre amis ou adversaires. Le don suppose également un contre-don, car celui à qui on donne un cadeau a l'obligation d'en faire autant pour garder sa dignité. Dans le contexte du pluralisme partisan, le don électoral suppose un échange de voix contre des cadeaux (1 kg de sucre ou 1 kg de maïs monnayé contre des voix d'une famille). Pour Luc Sindjoun, la politique c'est comme la tontine, c'est le donnant-donnant[19].Cela suppose une solidarité spontanée ou obligée entre partenaires. On peut dire qu'il existe un devoir moral entre les partis politiques présents au gouvernement ou à l'assemblée nationale et les différentes communautés ethno-régionales. Cette stratégie des dons électoraux trouve son sens dans un contexte où le taux d'analphabétisme est élevé, l'absence d'instruction civique et la paupérisation galopante attisant l'appétit des clients électoraux. La recherche de l'appât de gain facile permet un échange de voix d'une ethnie, une région, une communauté. Dans cette situation, pour ne pas disperser les voix, les jeunes doivent obéissance aux aînés. Au Togo par exemple, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), parti au pouvoir depuis 1967 a repris en son compte cette idéologie coutumière de l'aînesse, extrêmement prégnante dans les sociétés africaines: *«Les relations entre jeunes et adultes sont des relations qui tirent leurs profondes racines dans la tradition que le RPT a fait sienne. Il ne peut en être autrement car le RPT et son enseignement ne sont pas une doctrine importée de l'extérieur. Ils sont authentiquement togolais. Nous ne vous apprenons rien. Dans nos sociétés traditionnelles, les jeunes doivent obéissance et respect total aux aînés, aux*

[17] Charles Z. Bowoa, « Ethnopartisme et démocratie: la ruse historique», *Revue Trimestrielle de l'Institut Africain pour la Démocratie*, Dakar, 1998.
[18] Définition tirée du *Grand Robert de la langue française*.
[19] Luc Sindjoun, « Elections et politique au Cameroun: concurrence déloyale, coalitions de stabilité hégémonique et politique d'affection», *African journal of political science*, n°1, 1997.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

plus âgés. Le jeune, quelques que soient sa classe, sa fonction, sa richesse, quels que soient son rang social, son titre, doit entretenir des relations filiales avec les adultes, les plus âgés, qu'ils les connaissent ou pas, qu'ils soient togolais ou pas, peu importe, pourvu qu'ils soient plus âgés»[20]. Pour mieux contrôler les jeunes et s'assurer des soutiens d'une population donnée, le parti au pouvoir désigne au niveau de chaque terroir un digne fils capable de pouvoir anticiper sur les demandes sociales. Cette même situation s'observe sur la scène politique malgache. L'influence du digne fils du terroir sur les courtiers et clients électoraux obéît à une trilogie ancestrale qui définit les rapports entre candidat-fils du terroir, candidat-terroir[21]et fils du terroir-population.

Selon Severin Adjovi, le phénomène de fils du terroir peut être appréhendé comme, *«une sorte d'affiliation que partagent les membres d'une même communauté (ethnie, tribu, clan ou région) et qui les pousse à porter leur choix sur un des leurs qui prétend à un poste électif. La raison et la particularité essentielle de ce choix, c'est que toutes ces personnes natives de cette ethnie, tribu, clan ou région donnée, sans considération de leur rang social, professionnel ou de leurs idées. Il y'a à la base de ce phénomène un compte qui est presque exclusivement tenu du lien de parenté qui repose sur le lien de sang. Plus précisément, ce lien est le plus valorisé. Par ailleurs, ce phénomène ne se produit que dans le cas d'un poste électif, c'est-à-dire lorsque la liberté de designer le chef est souverainement et directement du ressort de la communauté. Mieux c'est lorsque le suffrage est exprimé de façon quasi unanime par la communauté qu'on peut soupçonner l'existence de cette tendance».*[22] On suppose au moment des élections que tant que tous les segments communautaires ne sont pas associés au choix et tant qu'ils n'ont pas

[20] Cité par Comi Toulabor, «L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes conjoncturés de Lomé(Togo)», in J.F Bayart, A.Mbembé, C.Toulabor (dir.), *Le Politique par le bas en Afrique noire,* Paris, Karthala,1992, pp 131-145.

[21]Le terroir désigne ici non pas un bassin de production économique, mais un espace où l'esprit d'appartenance identitaire aimante des solidarités électives ou sociales. Ces solidarités dans le cas d'une élection, à l'instar de la fixation du terroir, varient selon les enjeux, les concurrents et la nature de la consultation électorale, suivant le modelage du niveau institutionnel. A un scrutin présidentiel, toute une région, comprise comme l'ensemble de communes ou préfectures, peut symboliser le terroir tandis qu'à une votation communale, le terroir ne débordera pas l'arrondissement. A une élection législative, selon le mode de scrutin adopté le terroir trouve son sens. Si c'est le proportionnel, le terroir s'étend dans la limite à toute la préfecture ou du moins à toutes les circonscriptions électorales présentes dans la préfecture. Au Togo, on peut dire que lors des élections législatives de 2007, le terroir s'est étendu à la préfecture et même à la région, justement à cause des enjeux de la cohabitation qui s'y dégageait entre les forces politiques. Ces solidarités dessinant le terroir sont bâties autour d'une identité qui fédère ceux qui la partagent. Les deux mamelles de cette identité sont l'espace géographique et l'aire linguistique. Ces deux facteurs peuvent ou non se superposer dans un espace territorial. Mais plus l'individu s'identifie à l'un ou l'autre, moins il se sent être cheville politique avec un terroir donné.

[22] Adjovi Séverin, *Election d'un chef d'Etat en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 261.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

exprimé leur suffrage dans une certaine proportion qualifiée, l'on ne peut parler de la prédominance de l'ethno-parochialité car son seul fondement se repose sur le régionalisme. Cette logique se retrouve dans presque tous les systèmes politiques africains. Quant aux partis politiques d'opposition n'ayant pas suffisamment les moyens financiers, ils se contentent d'appeler aux boycotts des manifestations électorales ou parfois formulent des contre-consignes de vote:

Consigne 1: «**Mangez là, mais venez votez ici**»;

Consigne 2: **«Prenez tous ce qu'ils vous donnent, c'est votre argent qu'ils vous redistribuent. Ce n'est pas le jour du marché qu'il faut nourrir sa poule**».

Pour le parti au pouvoir, l'image généreuse du chef de parti est mise en avant à travers d'importants dons électoraux: sucre, huile, maïs, projets alléchants, moto, vélo, cahiers, stylos à l'effigie du candidat du parti ou du chef de parti, etc. C'est en ce moment même que le parti décide l'inauguration d'un marché, la pose de la première pierre de construction d'une école, le lancement de concours de la fonction publique, etc. Les consignes de vote des courtiers électoraux sont claires[23].Chaque fils du terroir doit mobiliser les siens pour montrer au pouvoir l'attachement de sa localité, de son ethnie aux idéaux du parti. Pêle-mêle, chaque digne fils du terroir essait de formuler des consignes de vote de peur de perdre ses avantages au sein du parti:

Consigne de vote 1: «**La chèvre broute là où elle est attachée, prenez ce cadeau, il est à vous**»;

Consigne de vote 2: «**Le charbonnier est maître chez lui, prenez ceci et buvez, c'est notre tour**»;

Consigne de vote 3: «**On ne montre pas la maison de son papa avec la main gauche**»;

Consigne de vote 4: «**Les souris de la même maison n'ont pas le droit de se mordre**»

Consigne de vote 5: «**C'est le chef qui nous envoie auprès de vous. Il nous a remis un cadeau pour vous. Actuellement, il est occupé. Il a reçu une délégation de ''Blancs'' venus lui voir avec des projets pour le développement économique du pays s'il était élu. Il a promu lui-même venir ici pour vous remercier dès qu'il est dégagé**».

Face à toutes ces consignes et contre-consignes, les électeurs, écartelés entre les propositions et de contre-propositions de prendre les dons et de voter pour ou contre, sont tiraillés de gauche à droite par tous les partis. Le plus souvent les jeunes manipulés et alcoolisés sèment des troubles, pourchassent ceux qui prennent des dons électoraux ou portent des tee-shirts à l'effigie des candidats. Dans cette situation, les fonctionnaires de l'administration publique

[23] Antoine Socpa, « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'Etudes Africaines*, Vol 157,2000.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

en quête de promotion se mobilisent pour soutenir le candidat du parti au pouvoir censé défendre les intérêts de leur terroir. Comme, en Afrique il est admis que la plupart des fonctionnaires travaillant dans les capitales ou dans les grandes villes ont des villages d'origine, lors des consultations électorales ils prennent un congé de deux semaines pour regagner leur terroir en vue de soutenir les candidats. Parfois, les fonctionnaires obtiennent difficilement l'autorisation de leur chef hiérarchique s'il s'avère que le soutien qu'ils prétendent apporter au candidat est orienté vers celui des partis de l'opposition. Quelquefois, ces fonctionnaires de l'opposition sont mutés à leur poste et envoyés dans les villages les plus reculés de leurs activités politiques. Ce qui rend encore difficile la capacité des partis de l'opposition à mobiliser une masse importante lors de leurs meetings. Ce phénomène de mutation des fonctionnaires est observé dans presque tous les systèmes politiques africains où les élites dirigeantes en place élaborent des stratégies pour conserver le pouvoir[24].

Au Togo, lors des élections législatives de 14 octobre 2007, on pouvait constater que la plupart des candidats placés en tête de liste du parti au pouvoir étaient de hauts fonctionnaires (ministres, administrateurs civils, inspecteurs, etc.)[25].Dans la région des Savanes et dans toutes les régions du Togo, le RPT pouvait compter sur les cadres de ces localités. Les candidats placés en tête de liste par le parti au pouvoir sont qualifiés de «dignes fils du terroir»[26]car occupant de hautes fonctions administratives, ce qui les permettaient facilement de faire des dons électoraux. Les résultats électoraux obtenus par le parti au

[24] Patrick Quantin, « Un objet politique déjà identifié: le vote en Afrique », *papier présenté au colloque, Voter en Afrique: Différenciations et comparaisons, organisé par l'AFSP, CEAN et IEP de Bordeaux*, paris, (7-8 mars 2002).

[25] Il faut rappeler que cet engouement de voir les directeurs généraux des services publics et des ministres se présenter aux législatives est une stratégie prônée par le parti au pouvoir pour pouvoir faire face à la demande sociale, puisqu'en définitive la politique est une tontine à laquelle tous les participants y gagnent. Ce jeu explique en partie la démission de ces ''députés élus'' après les élections. Ici, dans bien des cas en Afrique, la plupart des textes juridiques fondamentaux interdisent le cumul de mandat (au Togo, l'article 203,205 du code électoral Loi N°2007-012 du 14 juin 2007). Exple le D.G de la Loterie Nationale Togolaise(LONATO) après avoir sérieusement battu la campagne dans la préfecture de Blitta, céda sa place de député à l'assemblée nationale à son suppléant. Dans certains cas, les populations peuvent critiquer ouvertement ce député élu qui cède sa place à son suppléant qui dans bien des cas n'a pas assez de moyens financiers pour faire face à la demande sociale. Ce jeu a été critiqué lorsque le DG de SAZOF et ministre de la défense, Kpatcha Gnassingbé, le demi-frère du chef de l'Etat a démissionné de son poste de député pour occuper la direction générale des entreprises privées. La réaction brutale de la population de la Kara lui a contraint à démissionner malgré lui de son poste de DG pour reprendre son siège à l'assemblée nationale.

[26]Le premier devoir moral d'un digne fils du terroir s'il est élu, est de revenir dans sa localité remercier ses électeurs à travers soit, une fête populaire, soit en faisant construire une maison dans cette localité, signe de son attachement symbolique à ce terroir, même s'il ne doit pas y habiter avec sa famille.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

pouvoir étaient surprenants. Sur 81 députés, le RPT remporte 50 sièges et les partis d'opposition n'ayant pas suffisamment les moyens financiers pour consolider le vote ethnique à travers les dons électoraux gagnent 31 sièges.

Le Nord a plébiscité le parti au pouvoir, le RPT et le Sud a orienté ses choix vers les partis d'opposition. Au même moment, dans les régions côtières du Sud où vivent depuis des décennies des populations du Nord venues vendre leur force de travail dans les plantations cacaoyères et caféières, ces dernières sont intimidées d'être renvoyées vers leur région d'appartenance. Les populations du Nord sont considérées depuis des décennies dans le Sud du pays comme des migrants dans leur propre pays. Les partis de l'opposition ont utilisé cet imaginaire dans les années 1990 pour consolider leur emprise sur certaines régions du Sud du pays. La carte électorale du Togo ci-dessus fait ressortir cette bifurcation de la vie politique entre deux tendances antagonistes. Seule la région centrale a pu accorder un siège au parti de l'opposition[27].Dans cette même logique de conservation des bases électorales, tous les dignes fils du terroir qui sont incapables de faire gagner le parti au pouvoir dans leur localité perdent leur prestige et avantage au sein du parti au pouvoir, de même que ceux des candidats des partis de l'opposition[28].

A Madagascar, ce même imaginaire politique est utilisé lors des élections présidentielles de 2002 pour chasser les partisans de Marc Ravalomanana dans les régions côtières, de même que ceux de Didier Ratsiraka à Tananarive[29]. La coalition des leaders politiques des 5 régions côtières soutenant Didier Ratsiraka a dressé un blocus contre la province de Tananarive, l'Imerina. Cette province s'est retrouvée par contrecoup enclavée et encerclée par des régions politiquement hostiles à l'arrivée d'un Merina à la tête de l'Etat Malgache. Dans les régions côtières comme Tamatave, capitale du Ratsirakarisme, plusieurs exactions ont visé les Merina installés dans cette province de longue date.[30]

Mais, néanmoins, il faut reconnaître que si le vote ethnique crée parfois des tensions intercommunautaires et alimente le cycle des contestations électorales un peu partout en Afrique subsaharienne, des mécanismes sont prévus pour protéger les droits des segments communautaires et garantir la stabilité politique et institutionnelle.

---

[27] Hélène-Laure Menthong, « Vote et communautarisme au Cameroun: un vote de cœur, de sang, de raison», *Politique africaine*, n° 62, juin 1996.

[28]W.O.Yagla, *L'édification de la nation togolaise*, Paris, Harmattan, 1978.

[29] François Raison-Jourde, Jean-Pierre Raison, « Ravalomanana et la 3ème indépendance », *Politique africaine*, N*86,2002.Lire également, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 », *Politique africaine*, N*86, 2002.

[30] Dossier Université Paris VII, « Tamatave et le tribalisme. Madagascar, les urnes et la rue », *Politique africaine*, N*86, 2002.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

II-Les mécanismes de déconstruction des avatars du vote ethnique en Afrique

Loin de constituer un avatar pour la démocratie dans une société plurale, le vote ethnique somme toute peut contribuer à la promotion des différents segments communautaires au sein des instances décisionnelles, même si, là encore le risque de marginalisation peut être observé.

A-La cooptation des élites politiques dans les instances décisionnelles et gouvernementales

Il est vrai que la plupart des pays africains souffrent des problèmes de cohésion nationale perpétués par la colonisation. Mais de nos jours, presque tous les systèmes politiques africains trouvent des palliatifs politiques appropriés aux situations qui s'imposent[31].Au Togo, à Madagascar et dans bien d'autres pays africains, le vote ethnique apporte au digne fils du terroir qui accède au perchoir des avantages matériels et financiers considérables. Tous ces moyens lui permettent d'apporter des solutions dans le domaine d'équipements sanitaires, culturels, de transports publics ou d'emplois des jeunes[32].Malgré les efforts d'évangélisation des missionnaires catholiques et protestants, la plupart des populations d'Afrique subsaharienne continuent d'adorer le culte des ancêtres. Dans ces sociétés dites « traditionnelles », il advient le plus souvent que le riche, celui possédant les moyens financiers et économiques est tenu d'entretenir les dispositions formulées par les « ancêtres », ou « Vaudou », ou « Mawu », ou « Esso », ou « Razane » grâce à des sacrifices de générosité envers les hommes[33].Jean-Pierre Olivier de Sardan constate à propos de l'Empire de songhay que: *« la libéralité est le signe de la noblesse, et plus les dons sont élevés, plus leur auteur se situe haut dans l'échelle sociale»*[34]. En somme, dans la société traditionnelle africaine, les libéralités aux dieux et aux hommes remplissent une double fonction sociale et religieuse et constituent la dette morale dont le riche doit s'acquitter obligatoirement envers les pauvres. Dans cette imagination populaire, plus le riche distribue de l'argent et des dons, mieux il préserve sa fortune.

---

[31] Kamto Maurice, *Pouvoir et droit en Afrique noire*, Paris, L.G.D.J, 1987.

[32] Ibrahim Mouiche, « Ethnicité et Multipartisme au Nord-Cameroun», *African journal of political science*, Vol5, n°1,2000,

[33] Dans la terminologie africaine, chaque peuple qualifie les ancêtres de noms différents. Chez les peuples Ewé du Sud du Togo, dieu est appelé « Mawu », au Nord chez les Kabyè, « Esso ». Au Benin et dans le golfe de Guinée, le culte de Vaudou est très important. A Madagascar, le peuple malagasy continue à adorer le « Razane ».

[34]Olivier de Sardan (J.P.), «Captifs ruraux et esclaves impérieux du songhay», in Meillassoux(C.), dir. *L'Esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero, 1975, cité par Comi Toulabor, *Le Togo sous Eyadema*, Paris, Karthala, 1986.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Tableau1: Appartenance ethnique et clanique des députés togolais
Election législative du 14 octobre 2007/Législature 2007-2012

Ethnie d'appartenance des députés.	**Région de référence ou d'appartenance des députés**	**Partis politiques**		
		RPT	**UFC**	**CAR**
Moba	SAVANES	6	-	-
Yanga		1	-	-
Gourma		1		
Tyokossi(Anufom)		3		
Kabyè	KARA	4	-	-
Sola		1	-	-
Konkomba		2	-	-
Losso		2	-	-
Bassar		3	-	-
Lamba		2		
Kotokoli		2		
Kotokoli	CENTRALE	1	1	-
Kabyè		5	-	-
Tchamba		2	-	-
Akebou		1	-	-
Agnagan		1	-	-
Ewé	PLATEAUX	1	2	-
Adja		1	1	-
Akposso		4	4	-
Ana		4	3	-
Kabyè		2	-	-
Ewé	MARITIME	-	11	-
Guin		-	3	-
Ouatchi		-	2	4
Bassar		1	-	-
TOTAL	**-**	**50**	**27**	**4**

Pour ce, l'introduction du pluralisme électoral en Afrique subsaharienne a renforcé non seulement la position des agents intermédiaires (chefs canton et de village, leaders religieux, notables, paysans lettrés ou simples individus «débrouillards», les opérateurs religieux, les chefs de districts, faiseurs d'opinion,[35] etc.) mais aussi, les propriétaires de taxi moto, communément appelés «Zemidjan men» au Bénin et au Togo qui ont su se tailler une place

[35] Richard Banégas et Jean-Pierre Warner, « Figures de la réussite et imaginaires politiques », *Politique africaine*, n°82, Juin2001

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

auprès des candidats et des partis pour l'organisation des caravanes et des meetings politiques.[36]Mais, ces individus ne sont pas les seuls à profiter des « dons électoraux».

Les étudiants deviennent à cet effet les porte-paroles des candidats ou des populations. Dans plusieurs localités, certains étudiants se déguisent en véritables opposants ou membres actifs du parti au pouvoir pour se faire coopter par le candidat le plus offrant. Ces stratégies de jeunes conjoncturés qui n'attendent que des élections pour « bouffer» [37]l'argent des fils du terroir ou des candidats à première vue sont banales, mais elles empruntent des voies de manducation politique pour pouvoir se défendre contre la misère sociale et la paupérisation galopante qui les réduisent à de simples mendiants.[38]

Tableau 2: Cohésion nationale et cooptation des élites symboliques (de l'opposition ou non) appartenant à des aires sociolinguistiques différentes.[39]

Date de formation du gouvernement	Nombre total des ministres	Nombre des ministres originaires du Sud ou du Centre-Sud	Nombre des ministres originaires du Nord ou Centre-Nord
08 octobre 2000 (a)	20	10	10
05 juillet 2002 (b)	16	7	9
03 décembre 2002 (c)	20	9	11
29 juillet2003 (d)	25	9	16
20 juin 2005 (e)	29	14	15
20 septembre2006 (f)	34	18	16
13 décembre2007 (g)	21	9	12
15 septembre 2008 (h)	27	12	15
28 mai2010 (i)	31	16	15

[36] Richard Banégas, « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin», *Politique africaine*, 1998

[37] Olivier de Sardan (J.C), «L'économie morale de la corruption en Afrique», *Politique africaine*, n°63, octobre 1996.

[38] Jean François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

[39] A-gouvernement formé par Agbéyomé Messan Kodjo;(b) Koffi Sama I, (c)Koffi Sama II;(d) Koffi Sama III;(e) Edem Kodjo;(f) Me Yawovi Madji Agboyibo;(g) Komlan Mally;(h) Gilbert Fossoun Houngbo, Houngbo II. Ainsi, on peut remarquer que depuis l'avènement du multipartisme, le Président de la République étant du Nord, le poste de premier ministre est attribué à une personnalité du Centre-Sud ou du Sud.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Au Togo, l'analyse des élections législatives de 2007 et de 2013 ont révélé que tous les candidats ont fait des dons en vue de bénéficier des grâces divines, car refuser de donner c'est être exposé au verdict populaire des ancêtres. Le bon candidat n'est pas celui qui, une fois élu disparaît sans revenir s'imprégner des problèmes de son terroir. Il est en grosso modo le protecteur du terroir, le chouchou des chefs coutumiers et des associations de sa circonscription politique. Mais ces dons électoraux en vue de bénéficier du soutien d'une localité ne sont pas seulement destinés aux natifs du terroir. Toutes les ethnies confondues dans ce terroir y participent au partage de ces cadeaux. D'où l'importance de l'existence d'une solidarité mécanique entre tous les habitants vivant dans une même localité et soutenant un parti politique. Les dons électoraux et le vote ethnique ne constituent pas en soi une menace pour la démocratie.

A Madagascar également, tous les candidats aux élections présidentielles, communales et législatives font des dons aux clients électoraux, car dit-on ici, « *nul n'est censé ignoré la loi* ». Ces élites politiques, de peur de perdre les élections ravivent les tensions interethniques en vue de pouvoir négocier des positions de pouvoir auprès de la majorité présidentielle. Les tensions ethniques constituent donc un mécanisme de chantage et de négociation des positions de pouvoir. Le Tableau 2 illustre ces stratégies permanentes qui conduisent à la formation d'un nouveau gouvernement après chaque élection. Ici presque toutes les régions et préfectures sont représentées dans ces gouvernements de missions alimentaires.

Au Togo, grâce aux dons électoraux, le parti au pouvoir a remporté presque tous les sièges dans les villes du Nord, Centre et Sud-ouest du Togo lors des élections législatives du 27 octobre 2007. Cela s'est traduit notamment par l'implication de toutes les identités ethniques dans les instances décisionnelles et gouvernementales. Ces deux tableaux expriment l'hétérogénéité de fils de terroirs appartenant à des aires sociolinguistiques différentes siégeant au parlement (pour le tableau 1) et au gouvernement (tableau 2).

De même, le vote ethnique et les dons électoraux riment de pairs lors des consultations électorales dans les systèmes politiques africains. Cela est rendu possible à cause de la nature plurale des sociétés africaines et la misère ambiante qui côtoie quotidiennement les jeunes conjoncturés[40].L'accroissement des demandes sociales pousse les clients électoraux à exercer une pression ethnique sur les partis politiques. Cette pression ethnique permet aux chefs de village de demander à leurs concitoyens-électeurs de voter pour leur frère. Si dans certains cas, cette pression exercée sur une population donnée peut engendrer des conflits,

[40] La société plurale s'entend par toute société divisée par des clivages segmentaires et où des partis politiques, des groupes d'intérêts, des médias, des écoles et des associations ont tendance à s'organiser suivant les mêmes clivages segmentaires. Ces clivages segmentaires peuvent être de nature idéologique, religieuse, linguistique, ethnique, raciale, régionale, culturelle, etc.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

elle favorise dans la plupart des cas le développement politique (alliance entre candidats du terroir, et redistribution des postes politiques et administratifs) et économiques (la redéfinition de distribution inégale des ressources de l'Etat, la recherche du financement pour l'exécution des projets, disparités provinciales dans l'octroi des infrastructures de développement: écoles, routes, dispensaires, électrification et téléphonies rurales, etc.) des régions et des provinces[41]. La mobilisation de la plupart des élites politiques appartenant à des aires sociolinguistiques différentes consolident semble t-il la dynamique de cohésion nationale comme l'illustre ces tableaux.

A Madagascar, plusieurs années de crise politique n'a pas conduit à l'effondrement de l'Etat. Au contraire, les élites politiques ont continué à appliquer la théorie consociative de partage du pouvoir entre les Merina et les régions côtières[42].Depuis l'institutionnalisation du poste de 1er Ministre dans les Etats africains dans les années 1990 avec la réouverture du multipartisme, la coutume exigerait que le Président de la République et son chef de gouvernement ne soient pas de la même région. Dans cette logique, tous les leaders de toutes les régions se battent pour obtenir de bons scores électoraux plébiscitaires en vue de monnayer leur pression ethnique contre des postes de responsabilité au sommet de l'Etat. En Afrique, lorsqu'un homme politique accède à une fonction ministérielle ou à un poste de direction d'une entreprise publique, cela lui procure femmes, voitures luxueuses, villas, argent, etc. L'élection présidentielle Malgache qui a vu élire M. Hery Rajaonarimampianina au poste de Président de la République a entraîné un incident politique pendant plus de trois mois. Toutes les régions ayant soutenues le candidat Hery voudraient à leur tour voir nommer un de leurs occuper le poste de 1er Ministre. Finalement, Dr Kolo Laurent Roger Christophe, un originaire de la région côtière de Boeny a été désigné au poste de 1er Ministre. Ce mécanisme de partage de responsabilité entre les différentes régions permet la régulation sociale et politique. Malgré que, les hommes politiques de la région côtière avaient construit un imaginaire tacite formulé selon

[41] Le chef de canton a une grande influence sur le choix des chefs de village, c'est partiellement selon ses recommandations que les chefs de village reçoivent leur lettre formelle de nomination du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation. La période de probation des chefs de village avant qu'ils ne soient formellement nommés peut aller jusqu'à une vingtaine d'années selon le chef de canton. Cette intervention de l'administration dans la sélection des chefs traditionnels a affaibli en bien des endroits leur autorité. Toutefois, il faut rappeler que les chefs cantons tirent leur autorité du préfet et surtout l'essor que lui réservent les fils du terroir; considérés ici comme les commis de l'Etat. Au Nord du Togo, ils élargissent parfois leur autorité en convoquant tout individu soupçonné de troubler «l'ordre établi».

[42]Arend Lijphart, *Democracy and plural societies. A comparative Exploration*, New Haven London, Yale University Press, 1977. Sur cette théorie consociative du partage de pouvoir dans les sociétés plurales, lire également; Arendt Lijphart, *Democracies. Patterns of Majoritarian and consensus government in Twenty-one countries*, Yale University Press, 1984. Egalement du même auteur, « Changement et continuité dans la théorie consociative », *Revue internationale de politique comparée*, Vol.4, N* 3, 1997.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

lequel un candidat Merina ne pourrait pas devenir Président de la République, ils étaient nombreux dès 2010 à soutenir la politique d'Andry Rajoelina, un Merina. Par là, il s'agit d'une pression alimentaire qui pousse les hommes politiques à agiter l'épouvantail ethnique voire régionaliste. Arendt Lijphart voit par là, un abandon des revendications régionalistes et du principe de majorité politique. Ainsi, une telle coalition entre les élites politiques Merina et les non Merina permet d'avoir une simple majorité dans les prises de décisions politiques. Cette coalition entre les différentes identités ethniques et sociolinguistiques garantit la participation des représentants de tous les segments communautaires impliqués dans les prises de décisions gouvernementales et politiques. Les tableaux ci-dessus montrent cette ambivalence de participation de tous les segments sociaux. Cette stratégie favorise aisément la formation d'un gouvernement de consentement mutuel et remet en cause l'imaginaire africain selon lequel le pouvoir d'un individu appartient à tout son groupe ethnique.

De ce fait, si le vote ethnique construit comme un imaginaire politique permet aux élites néo-patrimoniales africaines d'accéder aisément aux fonctions gouvernementales et décisionnelles et par delà, bénéficier des rentes de l'Etat, il n'en demeure pas moins que ce système présente des failles, et qu'il est important de relever le défi.

B-Le défi du vote ethnique face aux politiques de cohésion nationale en Afrique

Les défis du vote ethnique en Afrique présente semble t-il des inconvénients pour les porte-paroles ethniques. Il est vrai que dès l'ouverture démocratique dans les années 1990, les groupes ethniques ont vu en la démocratie un instrument de terreur, de haine et de destruction exercé par les petits clans d'individus qui détournent le pouvoir, pillent les ressources de l'Etat, répriment les libertés publiques et les droits fondamentaux des citoyens, appellent à la désobéissance civique, ce qui a conduit aux violences politiques et ethniques et fait imploser les fondements territoriaux et sociaux dans la construction de la cohésion nationale et d'un ordre politique stable. En encourageant le vote ethnique, la plupart des porte-paroles ethniques s'appuyant sur la centralisation du pouvoir renforcent le processus de compétition politique-accumulation-redistribution des rentes des Etats africains au profit des courtiers politiques associés au pouvoir[43].Cette intensification des pratiques claniques, ethnicistes, autoritaires, kleptocratiques et l'institutionnalisation de la régionalisation comme moyen privilégié d'accès aux ressources de l'Etat ont contribué à fragiliser davantage les transitions démocratiques et la restauration des normes de gouvernance économique et administrative dans les systèmes

[43] Gilles Barot, « Pouvoir central et dérives régionalistes au Kenya », *Afrique contemporaine*, 2001.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

politiques africains. Cette fragilisation de l'espace ethnique au profit des courtiers électoraux a entraîné l'institutionnalisation de la violence et de la politique de la terreur comme moyen de pressions générales sur le pouvoir central[44]. En Afrique subsaharienne, et dans presque tous les systèmes politiques africains, l'Etat est devenu un agent principal de l'accumulation-redistribution des rentes de l'Etat. Les candidats aux fonctions politiques sont motivés en ce sens à utiliser la fibre régionaliste pour prétendre gagner les compétitions électorales. Or, ces comportements particularistes menacent dangereusement la consécration de l'unité nationale, en dépit de l'existence du juge constitutionnel pour pouvoir garantir la constitutionnalité des lois et sanctionner de tels agissements politiques. Tous les textes fondamentaux prohibent l'instrumentalisation de la masse par l'idéologisation de l'imaginaire. Mais le problème qui se pose en Afrique, c'est comment faire appliquer des lois électorales et constitutionnelles dans un contexte où tous les agents de l'Etat subissent les pressions ethniques et alimentaires. Le juge électoral a un village d'appartenance et politiquement, il n'est pas neutre. Les pressions alimentaires qu'il peut subir se résument soit, les hommes politiques l'offrent à manger, à boire, soit à lui promettre la nomination à un poste plus juteux, ou la nomination d'un fils de sa localité dans les hautes sphères de l'Etat. Une telle situation piteuse mérite d'être corrigée par le renforcement des principes d'indépendance du juge électoral et constitutionnel[45].

A Madagascar, malgré l'existence des textes fondamentaux régissant le fonctionnement des partis politiques (Loi N*2011-012) dont les articles 11 et 12 qui stipulent que: tout parti politique à travers ses objectifs doit sauvegarder l'unité nationale et des identités nationales, promouvoir le rejet de la violence sans exclure toute entreprise d'intégration régionale et locale qui ne porteraient pas atteinte aux intérêts nationaux, force est de constater qu'aucun homme politique n'ose respecter ses principes juridiques. Au Togo, il existe également une charte des partis politique adoptée depuis 1991. Selon l'art.3 de la Loi N* 91-04, stipulant qu' « *afin de préserver l'ordre démocratique et de sauvegarder l'unité nationale, la solidarité et la paix sociale, les partis politiques doivent à travers leurs objectifs et programmes, déclarations et activités: s'interdire le recours ou l'incitation à la violence et à la haine; proscrire toutes formes de tribalisme, ethnocentrisme, de régionalisme, de racisme, de xénophobie et d'intolérance religieuse, etc*. », il est étonnant de constater ici encore, qu'aucun homme politique n'ose dénoncer ces pratiques régionalistes lors des compétitions électorales. Chacun s'attèle de son côté pour garder ses positions régionalistes[46].Loin de constituer un mécanisme homogène, les leaders

[44] Thierry Michalon, « Le suffrage universel détourné par les clans et les intérêts privés: pour une suppression de l'élection présidentielle en Afrique », *Le Monde diplomatique*, juin 1998.

[45] Bertrand Badie, *L'Etat importé, essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Karthala, 1997.

[46] Jean-Patrice Lacam, «Le Politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques», *Revue française de science politique*, n°1, 1988

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

politiques de chaque terroir éprouvent des difficultés pour répondre aux demandes de tous les fils du terroir. Il advient qu'ils se font entourer des siens au lieu d'aider véritablement leurs clients électoraux à qui ils doivent cette pression alimentaire. Dans presque tous les systèmes politiques africains, les conflits de partage du butin électoral naissent entre le fils du terroir et le candidat du parti vainqueur après les élections générales. Cette situation génère le plus souvent des frustrations individuelles et collectives. Le vote ethnique dont les fruits devraient permettre le développement du village, est détourné par les clans. Tous ces comportements des barons politiques ne permettent pas le règlement des problèmes de développement[47].Ces clans qui bénéficient des pressions alimentaires et ethniques menacent dangereusement la cohésion locale et parfois nationale. L'analyse des conflits locaux, inter-claniques et interethniques montre que les groupes antagonistes qui se battent lors des compétitions électorales en Afrique subsaharienne cherchent à défendre leurs intérêts et leurs besoins[48].Ces besoins sont ceux de l'identité, de la participation et l'autonomie, la sécurité et la reconnaissance. Les pouvoirs en place devront dans ce cas prendre des mesures idoines pour protéger toutes les identités ethniques. La méconnaissance ou la répression de ces besoins par un groupe particulier qui se réclame d'une majorité politique constitue une menace grave à l'existence même de l'Etat-nation en Afrique. Pour ce, les institutions publiques et politiques doivent satisfaire ces besoins de développement si l'on veut que celles-ci soient stables et les systèmes politiques africains soient relativement indemnes des conflits ethniques ou politiques larvés[49].Malheureusement, le problème de l'Afrique réside dans le comportement des élites néo-patrimoniales qui, comme le suggère Richard Sklar utilisent les mouvements tribaux qui sont crées et poussés à l'action par les nouveaux hommes au pouvoir et les grands partis pour servir leurs intérêts propres, qui sont maintes et maintes fois les intérêts constitutifs de nouvelles classes sociales. Le tribalisme devient dans ce cas un masque pour les privilèges de classe[50]. Il se développe dans cette logique des mécanismes d'incorporation et d'exclusion des individus[51].

Au Togo, la recherche de la stabilité du système politique passe par un compromis ou la signature des accords entre les différentes forces politiques d'opposition. Le début de chaque processus électoral constitue un cycle intermittent de négociation des accords politiques. Ainsi, un fait majeur a marqué l'élection présidentielle du 4 mars 2010; c'est celui de non participation

[47] Patrick Charaudeau, *Le Discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005
[48] J. P. Chrétien, « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », *Politique africaine*, n°42, 1991
[49] W.Burton, *Conflict: resolution and prevention*, New York, Saint Martin's Press, 1979.
[50] Sam Amoo, *Le défi de l'ethnicité et des conflits ethniques en Afrique: nécessité d'un nouveau modèle*; New York, Division des interventions d'urgence, 1997.
[51] Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

du leader de l'opposition togolaise, Gilchrist Olympio pour raison de santé. Entre-temps, il avait décidé d'engager son parti dans la négociation avec le pouvoir RPT sans le consentement des autres cadres de son parti. Dans l'esprit de cet accord, l'entrée des personnalités de l'UFC dans le gouvernement et dans les hautes sphères de l'Etat contribuerait à réconcilier les togolais, d'autant puisqu'il y'existerait une 'lutte symbolique' entre les sudistes et les nordistes pour la domination de l'espace politique. Cela peut se lire à travers le nombre élevé de ministres sudistes dans les Gouvernement d'Union Nationale. Au niveau du tableau 2, on voit du côté de Yawovi Agboyibo le 16 septembre 2006, 18 ministres du Sud contre 16 dans le Nord. Pareil argumentaire pour le gouvernement de Houngbo II qui accueillit l'entrée des personnalités de l'UFC. Sur ce registre, on compte 16 ministres sudistes sur 15 nordistes. Toutefois, il faut préciser que la cooptation de ces personnalités par les différents partis politiques obéît à la logique selon laquelle, il faut récompenser les régions favorables au parti au pouvoir. Le défi majeur auquel les porte-paroles ethniques doivent surmonter demeure la réconciliation nationale. Après les compétitions électorales, la plupart des communautaires ethniques qui se sont battues pour les candidats éprouvent des difficultés pour partager un même espace géographique[52]. La résolution de tous ces problèmes liés au partage du butin électoral permettra sans doute aux systèmes africains qui souffrent des crises internes de renforcer la relance économique et de faire profiter toutes les prébendes de l'Etat à tous les citoyens.

Conclusion

Les systèmes politiques africains, produits de la colonisation, souffrent d'un problème de cohésion nationale. L'institutionnalisation de l'imaginaire politique selon lequel en Afrique le pouvoir d'un individu appartient à tout son groupe ethnique a engendré les crispations des conflits ethniques et des violences politiques un partout sur le continent noir. Dès l'ouverture démocratique, plusieurs analystes de la scène politique africaine avaient cru que l'Afrique allait afin connaître le décollage économique. Tel n'est pas le cas, les anciennes puissances coloniales continuent de brandir l'épouvantail ethnique pour pouvoir négocier des contrats alléchants avec les gouvernants en place. Les ethnopartis sont crées, entretenus et soutenus de l'extérieur pour pouvoir maintenir les systèmes politiques dans un état d'irresponsabilisation et d'infantilisation. Le multipartisme, au lieu d'apporter la paix aux populations africaines à freiner le développement. Les ethnies qui vivaient harmonieusement, au nom de la démocratie s'entre-haïssent. Le développement économique de l'arrière-pays, l'électrification et la téléphonie rurale sont délaissés au détriment des opposants et des hommes politiques alimentaires. Si

[52] Nassirou Bako Arifari, « Démocratie et logiques du terroir », *Politique africaine*, n°59, 1995.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

les ressources naturelles de la plupart des Etats africains constituent de la carotte pour les élites néo-patrimoniales, la démocratie demeure dans les contextes d'exaltation de clivages identitaires une sinécure pour les populations. Lorsqu'ils sont mal utilisés, ces clivages ethniques entraînent les déchirures sociales et l'effondrement de toutes les structures politiques Néanmoins, au 21ème siècle beaucoup de progrès sont à observer malgré quelques soubresauts de conflits intercommunautaires à Madagascar et dans les autres Etats africains.

Références bibliographiques

Adjovi, Séverin. 2003. *Election d'un chef d'Etat en Afrique*. Paris: L'Harmattan

Akindès, Francis.1996. *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone.* Paris: Karthala

Amoo, Sam, *Le défi de l'ethnicité et des conflits ethniques en Afrique: nécessité d'un nouveau modèle*, New York, Division des interventions d'urgence, 1997

Arend, Lijphart.1977. *Democracy and plural societies. A comparative Exploration*. New Haven London: Yale University Press

Badie, Bertrand.1997. *L'Etat importé, essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris: Karthala, 1997

Bako Arifari, Nassirou. 1995. « Démocratie et logiques du terroir ». In *Politique africaine*, n°59

Banégas, Richard.1998. « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin», *Politique africaine*.

Banégas, Richard et Warner, Jean-Pierre.2001. « Figures de la réussite et imaginaires politiques ». In *Politique africaine*, n°82

Banégas, Richard.1998. « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin». In *Politique africaine*

Barot, Gilles. 2001. « Pouvoir central et dérives régionalistes au Kenya ». In *Afrique contemporaine*

Bartolini, Stefano. 2005. « La formation des clivages ». In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.12, n*1

Bayart, Jean François.1989. *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris: Fayard

Bowoa, Z.Charles.1998. « Ethnopartisme et démocratie: la ruse historique». In *Revue Trimestrielle de l'Institut Africain pour la Démocratie*, Dakar

Burton, W. *Conflict: resolution and prevention*, New York, Saint Martin's Press, 1979

Castoriadis, Cornelius.1975. *L'institution imaginaire de la sociét.* Paris: Seuil

Charaudeau, Patrick.2005. *Le Discours politique, les masques du pouvoir*. Paris: Vuibert.

Chrétien (J.P).1991. « Les racines de la violence contemporaine en Afrique ». In *Politique africaine*, n°42

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

Feuillet, Claude. 1976. *Le Togo en général*. Paris: Afrique Biblio Club
Fournet-Guérin, Catherine. 2009. « La dimension spatiale du fait national à Madagascar: un Etat-nation en Afrique ». In *L'Espace politique*
Gaxie, Daniel. 1977. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». In *Revue française de science politique*, n°1
Kamto, Maurice. 1987. *Pouvoir et droit en Afrique noire*. Paris: L.G.D.J
Lacam, Jean-Patrice. 1988. «Le Politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques». In *Revue française de science politique*, n°1
Mbembe, Achille. 1992. «La Postcolonialité peut-elle être une banalité?». In *Politique africaine*
Menthong, Hélène-Laure. 1996. « Vote et communautarisme au Cameroun: un vote de cœur, de sang, de raison». In *Politique africaine*, n° 62
Michalon, Thierry. 1998. « Le suffrage universel détourné par les clans et les intérêts privés: pour une suppression de l'élection présidentielle en Afrique ». In *Le Monde diplomatique*
Mouiche, Ibrahim. 2000. « Ethnicité et Multipartisme au Nord-Cameroun». In *African journal of political science*, Vol5, n°1
Otayek, René, *Afrique: les identités contre la démocratie* ?, Paris, Autrepart, 1998
Rafidinarivo Rakotolahy, Christaline. 2002. « Stratégies territoriales et la crise malgache. In *Politique africaine*, N*86
Raison-Jourde, François et Raison, Jean-Pierre. 2002. « Ravalomanana et la 3ème indépendance ». In *Politique africaine*, n*86
Rajaonah, Faranirana V. 2002. « Les imaginaires de l'Etranger dans la crise malgache ». In *Politique africaine*, n*2002
Razafindrakoto, Mireille, Roubaud, François. 2002. « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 ». In *Politique africaine*, n*86
De Sardan, Olivier (J.C). 1996. «L'économie morale de la corruption en Afrique». In *Politique africaine*, n°63
De Sardan, Olivier (J.C). 1996. «L'économie morale de la corruption en Afrique». In *Politique africaine*, n°63.
Sindjoun Luc, « Elections et politique au Cameroun: concurrence déloyale, coalitions de stabilité hégémonique et politique d'affection», *African journal of political science*, n°1, 1997
Sindjoun, Luc. 2000. « La démocratie est elle soluble dans le pluralisme culturel ? Eléments pour une discussion politiste de la démocratie dans les sociétés plurales », *papier présenté au colloque international de la Francophonie-Commonwealth, Démocraties et sociétés plurielles*, Yaoundé (24-26 janvier 2000)
Socpa, Antoine « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'Etudes Africaines*, Vol 157, 2000
Stein, Rokkan, Seymour Lipset, Martin, *Party systems and Voters alignments*,

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)

London, Collier-Macmillan, 1967
Toulabor, Comi. 1986. *Le Togo sous Eyadema*. Paris: Karthala
Toulabor, Comi. 1992. «L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes conjoncturés de Lomé(Togo)», in J.F Bayart, A.Mbembé, C.Toulabor (dir.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.* Paris: Karthala
Toulabor, Comi. 2002. « De la manipulation des identités ethniques au Togo ». In *Le monde diplomatique*
Yagla, W.O.*L'édification de la nation togolaise*, Paris, Harmattan, 1978.

BDD-V1813 © 2014 Sitech
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 07:11:33 UTC)